

Journée d'échange sur les moyens et modalités de mobilisation et de plaidoyer pour l'agriculture familiale

Jeudi 11 mai 2017, de 9h à 16h à Lausanne (Espace Dickens)

Animation : Maryline Bisilliat (PPP), Michaela Büschi, (FGC) et Anne Gueye-Girardet (Fedevaco)

Les documents de présentations, exemples de plaidoyer et photos sont disponibles sous :

https://www.dropbox.com/sh/64y1e85wc79lry/AACoRu5mMdN1XTGe5aRi_RH3a?dl=0

Merci à Benoît Lecomte pour ses photos dispo ici:

<https://www.facebook.com/media/set/?set=a.1695456713812836.1073741839.113053465386510&type=1&l=34f9632570>

Déroulement de la journée

- 9h15** Présentation des objectifs et démarche de la journée, tour de table des participants et des expériences de plaidoyer
- 9h45** Introduction de la plateforme Souveraineté alimentaire FGC (Isabelle Lejeune) qu'est ce qu'on entend par plaidoyer et quelle place du plaidoyer dans les projets de développement
- 10h** Témoignage 1: Le processus de mobilisation et concertation des acteurs de base pour le droit de l'accès aux semences paysannes au Mali (Anne Berson et Bob Brac de la Perrière, BEDE)
- Pause réseautage
- 11h15** Témoignage 2: Dix ans d'expérimentations d'actions de promotion du Consommer local au Togo (Christophe Vadon, GRAD-s, partenaire de OADEL)
- 12h30** Synthèse des recommandations de plaidoyer de la publication « *les familles paysannes sèment l'avenir...* »
- REPAS à base de produits locaux
- 13h30** *OpenSpace* : choix des groupes de travail en fonction des questions et défis des participants en lien avec le plaidoyer (deux sessions de 40 min)
- 15h15** Restitution des travaux de groupes
- 15h45** Prochaines étapes et perspectives. Evaluation de la journée que pouvons-nous mettre en place pour intégrer les leçons apprises du jour ?

TOUR DE TABLE DES PARTICIPANTS

Laurent Gaberell, Public Eye : suivi politique suisse et impact dans le sud ; pesticides, bio-piraterie, semences, propriété intellectuelle, fait du travail de recherche et plaidoyer en CH et au niveau international

Bob Brac de la Perrière, BEDE : réseau semences paysannes, en FR et en Europe, droit des agriculteurs à resemer, manifestations publiques FR et Européenne se font dans ce réseau. BEDE : 2/3 des activités en Afrique, Maghreb et Afrique de l'Ouest.

Joep Slaats, Norlha : responsable projet intervention au Bhoutan, Népal, Chine, projet dans Himalaya, appui et renforcement des communauté et lien avec les autorités et services au niveau des districts

Jean-Marie Samyn, Paysans solidaires (ex-Helvetas) : expériences en Afrique ouest, mise en place de fermes pilote et bocages de 100 ha au Burkina, rapprochement avec Terre et Humanisme, émergence marché bio et produit locaux à Ouagadougou avec des associations locales (Yelemani).

Frédérique Sorg, E-Changer : Burkina, défense des droits, femmes et handicap, et souveraineté alimentaire. Appui aux organisations locales qui travaillent sur le plaidoyer (FENOP) et coopératrice en charge communication et réseau. Bulletin édité pour informer et vulgariser sur questions agroécologie et souveraineté alimentaire. Appui organisations dans promotion du bio au Burkina.

Sophia Corsi, Le savoir au village : Formation pour femmes et enfants au Maroc , écologie Résultats mitigés car compliqué sur le terrain. Processus en cours

Jean-Paul Reichenbach, Chryzalid ; dans les prisons et autour, village de réconciliation au Rwanda, avec anciens prisonniers, réinsertion via agriculture (Cote D'Ivoire)

François Magnollay, Paysans Solidaires : Burkina; technique commerciale séchage mangues, au Nord, Sahel. Périmètre maraîcher, en collaboration avec Terre verte pour mise en place d'une ferme pilote

Joaquin Salazar, consultant, CT FEDEVACO : coordination latino autour de résistances de populations rurales face à l'exploitation minière en Amérique latine, expérience partenariats avec UNIL et agriculture, eau, énergie. joaquinsalazarj@gmail.com

Josiane Rouiller : paysanne, membre ATTAC : intérêt pour créer des liens et réseau, partage de terrain avec CH et migrants, travail en commun, culture sur le terrain.

Marina Jamarillo, ACIS : association de la diaspora colombienne, expérience d'accompagnement aux paysans, question d'accès aux marchés, organisations. Intérêt de se rapprocher des ONG de la coopération internationale pour accompagner les communautés.

Elena Baldareti, Ayni suisse : Bachelor Sciences politiques, intérêt aux enjeux coopération.

Dalila Atalaya, Ayni Suisse : présidente de cette association de la diaspora péruvienne, , défense de souveraineté alimentaire au Pérou selon vision de la Via Campesina. Travail avec savoir faire locaux, méthodologie de paysan à paysan. Travail avec la mairie, qui manque de moyen connaissance

Clémence Bouleau, EPFL : centre dev. et coopération, irrigation au Burkina

Roman Twerenbold, Norlha : responsable projet Népal ; défi : stratégie mobilisation dans zone reculée avec manque de connexion entre communautés

Lionel Giron, Helvetas : Mali Bénin, Burkina, Niger : appuis aux producteurs d'ananas, sécuriser accès terre, promotion agriculture biologique et écologique

Christophe Reymond, Fondation TerrEspoir, appuie des groupements paysans au Cameroun, production locale, transformation des fruits, importation suisse et commercialisation en CH. Cameroun : défis de l'accapement des terres dans la zone de

production des groupements et de la fragilisation des démarches de certification bio près des zones agro-industrielles.

Cynthia Guignard; Mission Evangélique Braille : Burkina, Bénin, Cameroun et RDCongo ; Sensibilisation des communautés à l'agroécologie, forum d'échange d'expériences, retentissement sur les autorités.

Esther Wolf, PPP : équipe Droit à l'alimentation, partenariat Benin et Mali: accès à la terre et aux semences. Impliquée dans plaidoyer avec La Via Campesina, sur les Droits paysans à l'ONU

Eliane Longet, Graines de Baobab : Burkina, 34 villages en agroécologie

Benoît Lecomte, GRAD-s : membre Plateforme Souveraineté alimentaire (PSA), éditeur de matériel pédagogique sur la Souv Alim, spécialisée dans la communication sur le dev., collabore en Afrique ouest (ROPPA), groupes Facebook sur semences et climat

Hans-Rudolf Pfeifer, UrbaMonde: enseignant chercheur retraité UNIL, Cameroun et Sénégal, gestion eau, risques

Anne Berson, BEDE, Mali : coordinatrice des programmes BEDE Afrique de l'Ouest

Isabelle Lejeune-Lanfranconi, Tourism, for Help: coordinatrice de la PSA de la FGC, centre formation professionnelle au Cambodge, Mali Senegal. Au Mali, ferme-école agroécologique. Foire de Djimini pour réseau sur semences en AO. Mise en réseau des acteurs et partenaires avec BEDE

Christophe Vadon, GRAD-s : chargé des publications du GRAD et du partenariat avec OADEL au TOGO.

Maryline Bisilliat, PPP: Equipe Droit à l'alimentation, animatrice de la communauté de coopération Dr. Alim.

Michaela Büschi, FGC: chargée du partage des savoirs, en charge du suivi de la plateforme Souveraineté alimentaire de la FGC

Anne Gueye-Girardet, Fedevaco: chargée du partage des savoirs, expérience sur la souveraineté alimentaire comme chargée projets Sud avec Uniterre

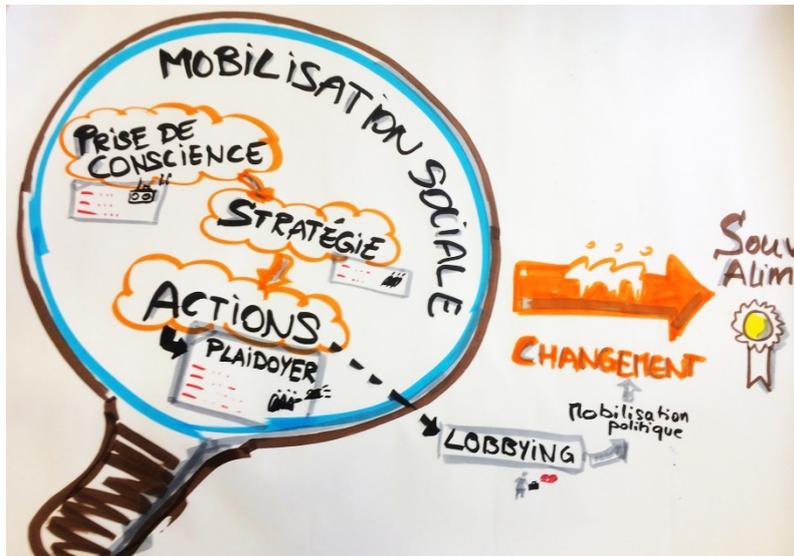
INTRODUCTION

Définition du plaidoyer et de la mobilisation

Les définitions de la mobilisation et du plaidoyer proposées sont issues du lexique du guide sur la mobilisation et le plaidoyer des ONG ACDeV (promotion de la santé au Sénégal) et Equilibre et Population (FR) :

- La mobilisation sociale est une prise de conscience d'un problème dans la sphère publique et l'action qui en découle pour changer une situation sociale, à savoir l'organisation d'une stratégie et coordination afin d'agir face à ce problème.

- Le plaidoyer est un ensemble d'actions cohérentes menées pour convaincre ou influencer en vue d'obtenir un changement dans l'intérêt d'une communauté, menées par un groupe large et disparate dans sa composition, au grand jour.
- Le lobbying est une activité menée silencieusement auprès des décideurs politiques dans les coulisses des lieux de décisions par un petit groupe de pression, dans le but de défendre une cause ou des intérêts particuliers



- Le plaidoyer comme action faisant partie de la mobilisation
- Les deux visent un changement

Quelle place du plaidoyer dans les projets de développement liés à l'agriculture? par Isabelle Lejeune, coordinatrice de la plateforme Souveraineté alimentaire FGC

La démarche de capitalisation de la plateforme Souveraineté alimentaire est intimement liée à la démarche de plaidoyer : la publication « [Les familles paysannes sèment l'avenir, la souveraineté alimentaire en Afrique : expériences de terrain et nouveaux enjeux de coopération](#) » consacre 2 des 4 chapitres au plaidoyer (s'organiser ; se mobiliser) et la moitié des 20 fiches d'expériences ou d'enjeux. La publication a été conçue comme un outil pour faire changer les pratiques et faire circuler les expériences liées à la souveraineté alimentaire.

La publication a montré le rôle prépondérant des ONG du nord à soutenir les mobilisations des organisations paysannes du Sud vers la souveraineté alimentaire. Elle a relevé les constats du manque d'appui au dialogue entre les acteurs de la société civile et les collectivités territoriales ou l'Etat et à la transmission d'informations.

Plusieurs exemples de cas illustrent des initiatives de plaidoyer et de la mobilisation.

1. Les campagnes de plateformes de plaidoyer
2. L'empowerment et le droit des femmes
3. Le rôle des coopératives dans la mobilisation
4. L'importance des organes de presse ruraux : l'exemple du journal « la voix du paysan » comme outil de sensibilisation et communication dans le plaidoyer pour monde rural à au niveau des droits des paysans notamment. Lien avec média sociaux, l'outil s'adapte

Les recommandations de la publication sont issues de chaque atelier et rencontre. Chacun pourra priorité dans les actions lesquelles mettre en chantier.

Questions :

Comment rejoindre la PSA et quel rôle attendu des associations membres?

Pour les associations intéressées et qui travaille sur un aspect de la souveraineté alimentaire, le travail en commun est maintenant facilité grâce à la récente une stratégie et réorganisation en groupes de travail, cependant certaines ressources en temps sont nécessaires, car il ne s'agit pas juste de recevoir des informations liées à la souv alim, mais de faire vivre la publication et suivre comment les enseignements peuvent vont et pourront transformer les pratiques.

La PSA fait-elle du plaidoyer au Nord ?

→ Question centrale, d'engagement, ne pas être simple donneur de leçon. Mais la PSA est un réseau, les AM sont actives dans le plaidoyer en leurs noms. La PSA relaie la voix du Comité de pilotage sud, représenté dans les différentes régions. Les partenaires de terrain peuvent se manifester auprès de ces organisations (par région).

PRESENTATIONS

Témoignage 1: Le processus de mobilisation et concertation des acteurs de base pour le droit de l'accès aux semences paysannes au Mali. Par Anne Berson et Bob Brac de la Perrière, BEDE Biodiversité Échanges et Diffusion d'Expériences

BEDE est une ONG basée en France, à Montpellier. Elle mène des actions en Europe et France, en tant que membre du « réseau semences paysannes », et appuie des organisations au Maghreb et en Afrique de l'Ouest. Anne Berson est basée au Mali et coordonne les activités sur place.

Ses Actions :

- Appui à la construction d'initiatives paysannes
- Mise en réseau et défense agriculture
- Partenariat avec le monde académique
- Documentation d'initiatives locales de valorisation de la biodiversité
- Valorisation des connaissances paysannes qui sont intarissables sur la connaissance des plantes, notamment les intérêts nutritionnels et thérapeutiques des variétés locales

Les connaissances paysannes sont le fondement de l'agroécologie, même si celle ci s'enrichit sans cesse.

Variétés et savoirs paysans sont menacés par l'industrialisation et la diffusion de variétés dites « améliorées » nécessitant l'usage important d'intrants. Le métier de sélectionneur du paysan a été perdu. Il y a un mouvement des politiques publiques et des lois agricoles vers le modèle agro-industriel qui favorise l'implantation de semences et d'intrants de l'industrie.

BEDE se mobilise, joue un rôle de facilitateur, de mise en réseau. Organise des forums d'information pour la prise de conscience sur les OGM ; des caravanes sur les semences paysannes, etc

C'est un format et une façon de travailler différents : on veut des praticiens au centre de toutes les activités : donner voix à d'autres que les leaders politiques des organisations paysannes. Les invités sont toujours dans la pratique des semences paysannes et on peut ouvrir à d'autres acteurs, mais qui restent autour des paysans.

Il y a une prise de conscience de leader et/ou de praticiens qui étaient dans la production agricole chimique.

La **foire d'échanges de semences**, organisée par l'association sénégalaise des producteurs de semences paysannes (ASPSP), est un espace pour les paysans, la diversité des semences et des savoirs locaux.

Paraît peu mais va à l'encontre du discours dominant en Afrique sur le fait que les semences locales ne sont pas valables, du peu de valeur de la semence locale. Donc ces espaces étaient et restent innovants (1^{ère} foire de Djimini en 2009, une édition sous-régionale chaque 2 ans). Il y a une grande importance du lieu/espace créé par les paysans dans lequel sont invités les autorités, cela change la perception.

La foire permet :

- Une mobilisation populaire en langue locale, avec des activités en lien avec les intérêts population (par ex, concours d'ânes pour valoriser les ânes qui ont tendance à disparaître)
- Des forum de débats,
- Une couverture médiatique (traduction en plusieurs langues locales) et retransmis/diffusion en direct par des radios communautaires.
- Une dynamique qui renforce les acteurs qui retournent dans leur communauté, un déclic dans la mobilisation de leurs communautés
- D'inviter les autorités locales (fonction sensibilisation et information)
- La création d'un réseau (développement de la stratégie et actions pour le plaidoyer).
- L'identification des acteurs, proposition d'organisation / actions.
- De renforcer le réseau, dont une délégation a pu se rendre jusqu'à la FAO à Rome en 2016.
- La participation de délégations de toute l'AO et du Maghreb, vue l'importance des rencontres et partage de connaissances de la dynamique mondiale. Echange, renforcement et construction d'un argumentaire collectif (plaidoyer pour la mise en application du TIRPAA -Traité international pour les ressources phylogénétiques, à Rome)
- Le renforcement des coordinations nationales du comité ouest africain des semences paysannes (au Mali, réseau issu de Djimini).

Les cases de semences paysannes : créer des réseaux locaux qui diffusent les variétés locales et sensibiliser (fiche collective d'identification en vue de créer un registre). Brochures comment on produit les semences paysannes, et potagères. Formation, défense des droits des agriculteurs.

Sur le thème du consommateur local (voir document illustré, émission radio et vidéo).

L'alliance avec les chercheurs, est importante pour soutenir le discours des politiques qui sont encore orientés sur les semences modifiées etc. mais c'est un défi de repérer les bons chercheurs pour les allier.

Faire le lien entre la biodiversité, l'alimentation et la nutrition : Actuellement, BEDE organise un atelier de réflexion avec les acteurs de la santé, en collaboration avec la FAO et la Convergence malienne des Femmes pour la souveraineté alimentaire (COFERSA), afin de faire un pont entre les « disciplines », encore trop cloisonnées. Il est important que les enjeux semences soient liés avec la question du nutritionnel et de la santé. C'est un autre moyen de communication avec les responsables et autorités, académiques et médecins (voir double fardeau de la santé). Le changement d'alimentation induit par la diminution de la biodiversité pose problème.

Processus de reconnaissance des semences paysannes face aux normes accrues, exemple au Mali :

Travail pour faire reconnaître les semences traditionnelles comme semences importantes pour la production actuelle. En collaboration avec IRPAD basé à Bamako.
Etude pour identifier les espaces. Droit des agriculteurs sur leurs semences. Travail de consultation avec COASP et faitière qui porte le plaidoyer au Mali.

Il est important de respecter le rythme des communautés : une étape importante est la confiance regagnée des OP dans leurs semences paysannes. Actuellement, le travail mené montre des signaux positifs, c'est la seule porte de sortie car le système imposé n'est pas adapté. Suite au travail de plaidoyer politique basé sur convention internationale entre autre (TIRPAA), la politique semencière pourrait être révisée au Mali.

Perspectives pour BEDE: mener des ateliers multi-acteurs, développer les veilles

Le travail de BEDE met en application les recommandations suivantes de la publication de la Plateforme Souveraineté Alimentaire de la FGC:

- Former et soutenir les relais locaux
- Créer et soutenir des foires paysannes
- Dépasser les campagnes ponctuelles pour aller vers un soutien à des dynamiques de mobilisation
- Soutenir des acteurs dynamique plutôt que des projets.
- Créer des espaces de débat d'interpellation démocratique
- Créer et rejoindre plateforme et réseau plaidoyer national et régional
- Veille juridique régionale foncier/semence).

Questions :

- Soutenir des acteurs dynamiques plutôt que des projets, autonomisation des projets, que signifie cette recommandation ?

Les bailleurs de fonds ont du mal à faire confiance ou financer des dynamiques, car elle sont portées par la société civile qui s'organise, ce sont des mouvements. C'est en conflit avec les indicateurs normaux, surtout si on ne veut pas connaître ou comprendre, et savoir ce qu'est un mouvement social. Ce qui manque aux mouvements sociaux, c'est l'engagement de partenaires financiers, sans qu'il y ait ce besoin de regard ou de lien avec les indicateurs. Les évaluations externes ok mais tous les deux ans ? Le fonctionnement actuel est fait pour contrôler l'argent. Le travail de BEDE est parfois difficile à financer, les différentes étapes doivent être formatées, saucissonnées en projets alors que c'est la dynamique sociale dans son ensemble et sur une certaine durée qui a besoin d'être soutenue.

- Politique officielle poussée pour l'agro-industrie, y a-t-il des problèmes avec les pouvoirs en place (politique et privés) ?

En Afrique de l'Ouest, pas la même agressivité qu'en Amérique Latine. Les Etats-Unis sont plus loin, même s'il commence à être influent (USAID qui finance la mise en place réglementation en faveur multinationales). Mais pas encore installé Sur place, cela reste contradictoire, au niveau semences, 2 influences (EU et FR). Si on arrive à avoir une société rurale organisée en AO, cela peut être très influent au niveau du gouvernement.

Nous avons aussi l'exemple de l'abandon par le Burkina des semences OGM de coton suite à la mobilisation de la société civile. Ça a marché car il y a eu convergence des intérêts entre les différents mouvements. Il y a aussi eu une mobilisation paysanne après prise de conscience des paysans du manque d'avantages comparatifs pour les paysans.

- Loi APPI, Catalogue des semences et restriction : est-on déjà dans une phase de mise en œuvre sur le terrain ?

BEDE : à notre connaissance pas encore, car les catalogues sont anciens, et même propriété intellectuelle liée à projet d'un bailleur permet à un pays de faire un catalogue. La propriété intellectuelle sur 50 variétés car liée à un projet BM pour le faire, mais n'est pas lié à la réalité. Manque institution supervision, évaluation.

Voir étude USAID fait un constat sur lequel on est d'accord par contre pas même recommandations. Système fait pour agriculture industrielle, si monde paysan reste un monde paysan

Il y a de nombreuses contradictions à la FAO : un groupe favorable à l'agriculture paysanne et un groupe favorable à l'agroécologie, cela est contradictoire car favorise aussi les biotechnologies. Des fois des actions plus axées sur l'urgence et moins sur le développement. Le département semences de la FAO défend les semences industrielles. Il y a un blocage à l'intérieur de la FAO car les lobby sont au cœur de la machine.

BEDE a tout de même organisé un atelier sur la nutrition en collaboration avec la FAO. Leurs Directives volontaires pour pays en faveur de la biodiversité peuvent donner un cadre pour le dialogue et mettre en lien société civile et autorités.

85% des chercheurs au Burkina financés par Monsanto. Au Mali même ordre de grandeur, mais par Bill Gates Rockefeller.

Voir documentation sur ces processus.

→ Recommandation : financer la recherche sur savoirs paysans de façon neutre

Synthèse sur les réseaux de mobilisation et outils de plaidoyer de BEDE

- Avoir tous les acteurs dans les réseaux, acteurs de bases et leader, les chercheurs, les ONG, autorités locales, ministère, média. Mais toujours les paysans au cœur.
- Différentes échelles, complémentarité des réseau local, national, sous-régional, jusqu'au niveau international
- Besoin d'animation pérenne et défi par rapport à logique projet.
On parle aussi de l'espace pour discuter des aspects stratégiques et partage de savoirs
- Outils de plaidoyer : diversité et complémentarité; pour obtenir un impact, ne pas se limiter à un support. Journal de la foire + radio communautaire, etc.

Témoignage 2: Dix ans d'expérimentations d'actions de promotion du Consommer local au Togo (Christophe Vadon, GRAD-s, partenaire de OADEL). Comment développer la consommation des produits locaux ?

Contexte :

Qu'est-ce que la production locale ? Un national qui fait du riz à grande échelle ou des poules en batteries en grand nombre, est-ce que la production locale...

Tata Ametoenyenu, fondateur d'[OADEL](#) (organisation d'appui à la démocratie et au développement) a été formé au début des années 2000 comme animateur local dans le quartier de Bé à Lomé au Togo, dans le contexte du mouvement pour la démocratie en Afrique.

2005-2006 : début d'une prise de conscience sur la souveraineté alimentaire, campagne Afrique nourricière du ROPPA, contexte global d'un marché intérieur avec ce que nous pouvons appeler le consommateur. Tata fait partie des leaders locaux invités à faire une campagne à Besançon, ce qui le conforte dans sa conviction que la souveraineté alimentaire est LA solution pour que l'Afrique sorte de sa précarité. Pour cela, les consommateurs doivent être prêts à consommer les produits locaux. Ce voyage permet aussi à Tata de s'inspirer des moyens de sensibilisation et d'action en France.

2006-2010: début du travail sur la consommation locale. OADEL devient l'organisation pour l'alimentation et le développement local : l'organisation part du droit à l'alimentation pour travailler sur les droits humains. OADEL devient correspondant de la campagne Alimenterre (organisée par le CFSI en France). Chaque année, la campagne s'amplifie... moyens : spot radio, caravane du film Alimenterre (projection/débat). Ceci leur permet de se faire connaître en articulation avec les marchés jusqu'au à la foire Alimenterre qui dure 4 jours maintenant qui accueille une 40aine de participants venus des différentes régions du Togo. Cette foire Alimenterre a dorénavant lieu à Lomé et dans plusieurs villes du pays.

Malgré ces nombreux succès, le travail d'OADEL est sous le signe des vaches maigres, l'organisation peine à trouver des financements suffisants. Ils sont 4 animateurs locaux au début. 2009 : premier financement international.

En 2012, OADEL a fait une grande étude sur les habitudes alimentaires des femmes salariées. Ils ont développé un large réseau d'expertise sur le thème.

Dès 2014, OADEL crée la boutique-bar-restaurant (le Bobbar) qui propose 400 produits locaux différents, bière locale, etc. et qui est devenue un lieu phare du consommateur local à Lomé.

OADEL développe ses animations avec dégustations de produits locaux (petits déjeuners solidaires en ville), expositions avec des écoles, club alimentaire pour les écoliers, etc...

2015 : OADEL sort plusieurs publications : un catalogue des adresses pour acheter les produits locaux, un magazine consomm'acteur, et un livre de 50 recettes du Togo : une sensibilisation au corps à corps qui demandent beaucoup d'investissement avec peu de fonds.

2016 : OADEL réalise son film « manger c'est pas sorcier »

2017 : OADEL prépare actuellement une campagne de Plaidoyer destiné aux administrations: produit togolais mis en avant dans tous les événements (argumentaire disponible en Annexe)

→ question récurrente de où on trouve ces produits et comment on est sûr de la qualité ? En répondant aux consommateurs, OADEL est devenu un acteur du développement local.... Pour y répondre ils ont proposé la vente à domicile, sur commande et ils ont monté un magasin.

Les 400 produits de la Bobbar ont été analysés pour être sur de la qualité (ITRA)... ils ont donc formé les groupes à la démarche de qualité....

Ex du café au Burundi ou gagner le combat sur le café, mais après pas en mesure de répondre à la demande...

Ok conscience qu'il est important de consommer local, mais après qu'est-ce qu'on fait pour répondre à la demande ?

En partant de la distribution OADEL est descendu jusqu'au consommateur en passant par toutes les échelles.

Pistes pour 2017 : centrale d'achat des produits locaux, étude sur les circuits de distributions des produits locaux à Lomé, atelier d'échange «du champs à l'assiette » etc.

Un des moyens très forts de OADEL ce sont les réseaux sociaux « consommer local c'est facile et bon » : Arguments de santé et promotion de produits alimentaire sain.

Questions:

- Comment OADEL aborde le lien avec le réseau agroécologie du Togo, avec la thématique de l'agroécologie ?

OADEL a en effet du mal à travailler avec les organisations paysannes (OP), il faut essayer de travailler ensemble via une plateforme, donc la phase actuelle s'attaque à cela, le lien entre producteurs et consommateurs. En ce sens, l'atelier sur le consommer local qui va être organisé en novembre prochain par la plateforme Souveraineté alimentaire de la FGC, en collaboration avec la CTOP, organisation paysanne nationale au Togo, apportera sa contribution.

- Le défis du consommer local, bio pour les élites... comment ne pas en faire juste un produit de « luxe » ?

Ex : Magreb : terre et humanisme avec uniquement des coûts très chers pour une élite le BIO est perçu par nombreux paysans comme un filière qui rapporte et pour des produits qui quittent le village.

La différence des prix pour les produits transformés est claire, moins pour le riz...

Le ROPPA travaille beaucoup sur les régulations sur le marché intérieur pour travailler contre le dumping.

- Développer le service traiteur est une option intéressante pour le consommer local... BEDE s'y intéresse pour le Mali...

BEDE : Expérience semence paysanne en réseau : en achetant ce produit, il soutient la biodiversité locale. En 6 mois, on a réalisé qu'un des groupes a été contacté par la chaîne Carrefour pour pouvoir faire une grande publicité d'une nouvelle marque à partir de semences paysannes ... → attention on pense que c'est dangereux de proposer des labels industriels (ce label semences paysanne aurait été propriété de carrefour) contre les systèmes industriels ! Cela va à l'encontre de l'objectif initial de défendre le droit collectif sur les semences paysannes. Il faut faire attention, nous sommes dans une phase expérimentale.

Synthèse sur les réseaux de mobilisation et outils de plaidoyer de OADEL :

- permettre aux personnes d'aller à des foires/événements à différentes échelles, cela est source de déclics : sauts qualitatifs dans la mobilisation, pérennité de la mobilisation et élargissement des réseaux de mobilisation
- la réussite d'une large mobilisation dépend beaucoup de leaders d'exception
- ne pas oublier les réseaux virtuels, réseaux sociaux en soutien des réseaux de mobilisation
- défis des réseaux perennes avec la participation d'associations de consommateurs
- Grande diversité des outils de plaidoyer et des publics cibles : caravane, projection de films-débats, marchés, foire, forums, conférence de presse, dégustations, kiosque/bar, restaurant, boutique, club Alimenterre pour les écoliers, livre de recette, magazine (classe moyenne), T-shirt (grand public), manifeste destiné aux administrations, sensibilisation des organisations paysannes, hôtels et restaurateurs

Quelques leçons apprises des deux témoignages:

Réseaux de Mobilisation

- mult acteurs
- paysan, son rythme et milieu de vie au centre
- événements-déclic
- leaders
- complémentarité des échelles:
 - local, régional, international
- au delà de campagnes ponctuelles
- aussi réseaux sociaux
- soutenir des dynamiques de réseaux et non des projets

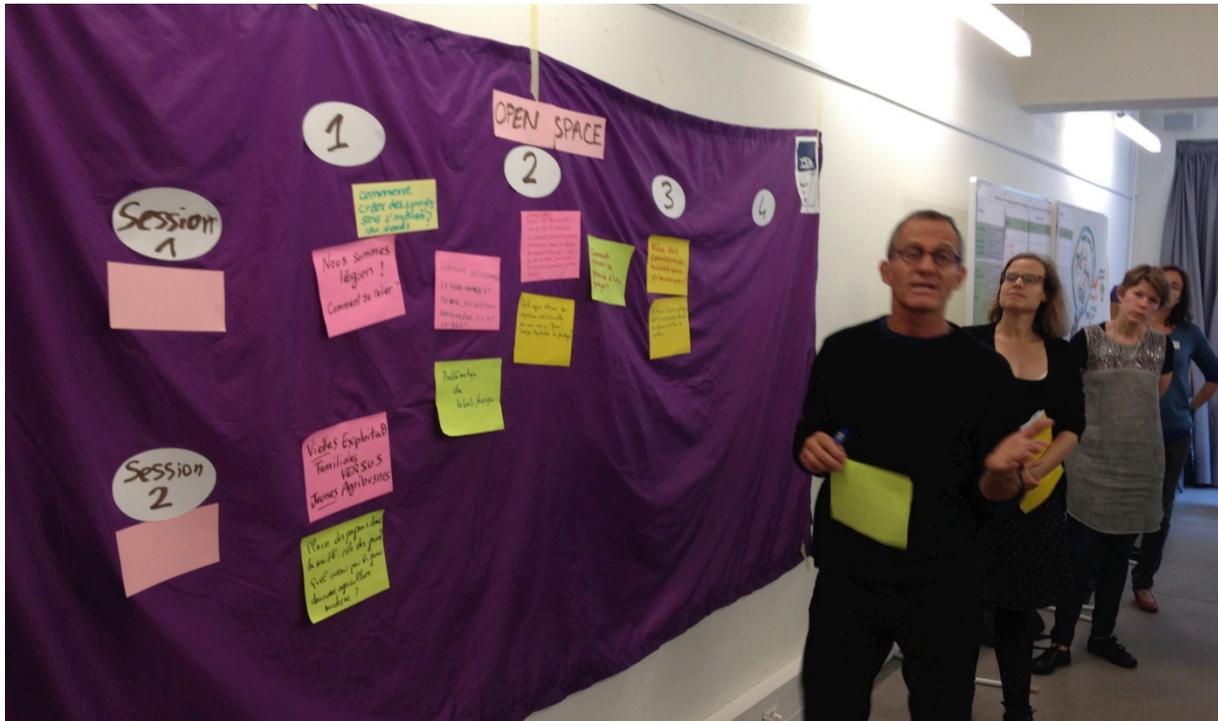
Outils de plaidoyer

→ diversité des outils/complémentarité

- caravane, foire, forum, etc.
- dégustation, restaurant, etc.
- étude, brochure, radio
- conférence de presse, tsx sociaux, etc,
- club pour les enfants
- projection de film/débat
- manifeste, document de plaidoyer (argumenta
- journal des foires, radio communautaires

TRAVAUX DE GROUPES

La méthodologie de l' «Open Space» a été utilisée afin de définir des thèmes de discussions en groupes de travail qui soient au plus près des préoccupations des participants. Après regroupement de quelques sujets proches, 8 thèmes ont été proposés, et 6 de ces thèmes ont suscité un intérêt partagé et ont été approfondis en deux sessions de 40 minutes.



Voici la synthèse des discussions :

1) construire des réseaux forts : Au Sud, nous sommes légion, comment se relier? Au Nord, comment créer des synergies sans s'imposer ?

Quelques pistes:

- cartographie participative pour faciliter mise en réseau et partage d'expériences → pourquoi faire des réseaux
- aussi plateformes internet
- construire vision commune → construire manifeste (exemple du Manifeste Nyeleni)
- décloisonner les luttes entre N et Sud : ex objectif commun (souveraineté alimentaire),
- multiplier les stratégies (caravanes, journées d'action, etc...)
- repérer les mouvements informels qui sont porteurs de changement au niveau institutionnel, au niveau des producteurs. Prioriser les changements visés

Obstacles :

- financement et concurrence entre les organisations
- plus facile actuellement de créer des réseaux CONTRE (en réaction à) qqch que POUR qqch (construction alternative)
- lever les réticences à collaborer- qu'est ce que ça rapporte?

2) Comment surmonter la difficulté des bailleurs à financer les échanges, sensibilisation et information pour le plaidoyer ?

Quelques expériences et pistes:

- prévoir dans chaque projet la participation pour les paysans à des visites d'échange ou rencontres du réseau
- prévoir suffisamment d'imprévus pour répondre aux sollicitations et réactions aux actualités du terrain. idéalement, il faudrait négocier une partie de fonds souples pour répondre aux besoins de rassembler, sans afficher la lutte.
- Helvetas montre qu'il est possible de rapporter, monitorer le plaidoyer: est en train d'expérimenter une systématisation d'indicateurs de plaidoyer pour leurs 29 programmes pays. Plusieurs approches de plaidoyer sont intégrées (participation à des consultations publiques, etc). Il s'agit plutôt de jalons, d'étapes pour accompagner les partenaires dans leurs actions de plaidoyer que d'indicateurs, car il faut pouvoir accepter une certaine part d'inconnue avec le monitoring du plaidoyer (voir le schéma en Annexe transmis par Lionel Giron suite à l'atelier).
- L'expérience du réseau Semences Paysannes a montré que partager les savoirs ne suffit pas, un tel réseau - et également la plateforme Souv Alim de Genève- devrait aussi pouvoir coordonner les projets de ses membres, les mettre en semble dans un flux de projets qui vont dans le même sens et se complètent, pérennise l'action. Ce réseau a par exemple coordonné des projets de veilles juridiques et de maisons de la semence.
- quelques fondations privées (FPH-Charles Léopold Meyer)
- des financements liés au soutien à la décentralisation seraient une piste car le plaidoyer pour l'agriculture familiale, pour la souveraineté alimentaire, est un appui au changement de conditions cadres.

Obstacles:

- coordonner des "flux de projet qui ensemble pérennisent un réseau", cela veut aussi dire être capable de se mobiliser pour faire passer l'idée du processus et non du projet isolé et pour que les financements identifiés soient moins affectés vers d'autres projets qui vont à l'encontre du travail de plaidoyer du réseau (la souv alim)
- le financement d'un réseau horizontal via un mandat donné à une des associations membres pour son animation renforce souvent l'organisation qui est déjà la plus forte; il est par contre difficile de financer les différentes association pour qu'elles pilotent et rémunèrent ensemble un animateur. D'autant plus que ce sont souvent des mouvements informels.
- il faut du temps (minimum 6-7 ans) afin de percevoir une inflexion, des changements de comportements/positionnement
- la coordination nécessaire dans la phase de pré-projet manque régulièrement par manque de financement

3) Comment construire un argumentaire qui touche les hommes et femmes politiques qui sont aussi des consommateurs et pourtant mal informés et loin de ces thèmes ? Quel est le rôle des connaissances scientifiques ?

Quelques pistes:

- Capitaliser les savoirs endogènes pour la production d'argumentaire
- tenir compte des 5 acteurs principaux : communautés organisées au centre, état local, recherche publique, initiatives privées et coopération internationale.
- Exemple : grange de vie (Josiane Rouiller)

4) Comment mobiliser et mettre en réseau des communautés peu accessibles, éloignées ?

Exemple du projet au Népal de Norlha

La construction d'une vision partagée dans un tel contexte, et quand aussi forte émigration des hommes et plus que femmes sur le terrain n'est pas résolue

5) Quel plaidoyer pour les jeunes qui tendent vers une modernisation de leurs exploitations familiales (EF) ?

Pour les jeunes, il y a un dilemme entre modernisation des EF selon la voie de l'agrobusiness et la vision des EF selon la souv alim. Agrobusiness : on n'est plus maître de sa situation puisqu'on devient un ouvrier de ce système

Quelques pistes:

- Il faut d'abord pouvoir mener un débat sur ce qu'est une exploitation familiale.
- Revaloriser le métier de paysan
- Produire pour se nourrir et vendre le surplus
- Revaloriser par des échanges entre paysans
- Intégrer des paysans dans les associations de coopération

6) Comment toucher le grand-public ? et lutter contre les discours dominants

Le grand public n'est pas complètement convaincu et faiblement engagé. Les formations-sensibilisations ne suffisent pas. Jusqu'où faut-il être convaincu pour changer? Il y a un besoin de ralliement commun (s'inscrire dans une même perspective plus globale), au delà de l'aspect formatif.

Quelques pistes:

- Pour convaincre, il y a besoin d'un argumentaire qui passe par les savoir-faire existants. Décomplexer les ruraux sur leurs pratiques et savoir-faire. Parvenir à faire prendre du recul sur leurs pratiques afin de pouvoir ensuite décortiquer les mécanismes du système de l'agrobusiness. Faire connaître le discours alternatif par la pratique
- Mener un travail de documentation des savoir-faire existants
- Améliorer ses pratiques et en transmettre les valeurs au niveau politique.
- Créer des alliances dans le milieu scientifique pour donner du crédit aux argumentaires paysans.
- permettre aux praticiens de participer à des espaces de dialogue pour faire remonter ces enjeux au niveau international - mais attention à ne pas tomber dans le piège de ces nombreuses conférences où on s'arrache les mêmes leaders du Sud, qui n'ont ensuite plus le temps de rester connectés à leur base.

CONSULTATION SUR LES RECOMMANDATIONS DE PLAIDOYER PROPOSEES PAR LA PLATEFORME SOUVERAINETE ALIMENTAIRE (PSA)

Toutes les recommandations de la publication concernant le plaidoyer et les mobilisations ont été regroupées et les participants ont été sollicités pour évaluer leur opportunité de mise en œuvre selon trois catégories :

- déjà appliqué ;
- planifie de les mettre en oeuvre dans les prochains projets/années ;
- constitue un défi pour sa mise en oeuvre

> voir le tableau en page suivante.

Liste des recommandations:

1. Identifier, valoriser et diffuser les savoirs paysans
2. Renforcer les capacités des populations rurales
 - 2.1 Lancer et soutenir des campagnes de vulgarisation des droits paysans dans les villages
 - 2.2 Créer et financer des spots radio- ou télédiffusés (sur les semences, la terre, les importations, pratiques agroécologiques, manger local, etc.)
3. Relayer les informations du terrain (foncier, semences, etc.)
 - 3.1 Lancer et financer des études sur l'impact de l'ouverture des marchés et des agrobusiness
 - 3.2 Créer et soutenir des dispositifs de veille
4. Renforcer la démocratie interne dans les OP
 - 4.1 Inclure davantage les membres de base dans les décisions stratégiques de l'OP
 - 4.2 Créer, former et soutenir des relais locaux afin d'améliorer l'échange d'informations à l'interne
 - 4.3 Appuyer les OP dans la mobilisation des membres (frais de déplacements, formations parajuridiques et syndicales, etc.)
5. Soutenir les faitières par des fonds de plaidoyer et de mobilisation
6. Créer et soutenir des espaces de débat et de mobilisation incluant OP et mouvements sociaux
 - 6.1 Créer / rejoindre / soutenir des plateformes et réseaux de plaidoyer nationales ou sous-régionales
 - 6.2 Créer et soutenir des espaces d'interpellation démocratiques sur l'agriculture et l'alimentation (consommé local/ séc. alimentaire vs svrnt. alimentaire)
 - 6.3 Créer et soutenir des foires paysannes
7. S'associer, au Nord, aux actions de plaidoyer
 - 7.1 Coordonner et soutenir des actions Sud-Nord pour la souveraineté alimentaire et contre l'accaparement des terres et de l'eau
 - 7.2 Dénoncer les contradictions entre coopération au développement et politiques commerciales du Nord
8. Renforcer la place des paysans dans la société
 - 8.1 Revendiquer un droit de participation des paysans à la définition des politiques agricoles
 - 8.2 Plaider pour un statut juridique et une sécurité sociale des familles paysannes (mutuelles rurales, etc)
9. S'engager pour une modernisation de l'agriculture familiale qui allie savoirs endogènes et techniques agroécologiques
 - 9.1 Plaider pour une intégration de l'agroécologie dans les programmes de formation étatiques
 - 9.2 Mener / soutenir des campagnes contre les agrobusiness et l'accaparement des ressources naturelles
 - 9.3 Lancer et soutenir des mobilisations contre les importations de denrées agricoles
10. Mener / soutenir un plaidoyer pour une réforme foncière qui...
 - 10.1... reconnaisse et protège les droits acquis sur la base des systèmes coutumiers
 - 10.2... confie la gestion de ces terres à des instances locales, avec un arbitrage de l'Etat en cas de conflit.
 - 10.3... reconnaisse des droits collectifs en faveur d'une entité familiale, d'un groupement, de copropriétaires
 - 10.5... affirme le caractère non-marchand de la terre et limite la durée des baux
11. Mener et soutenir des campagnes en faveur d'un renforcement d l'agriculture (péri)urbaine
12. Défendre les intérêts et le pouvoir de décision des petits paysans dans les coopératives
13. S'engager de manière visible pour le droit à la terre des petits paysans et des peuples autochtones
14. Soutenir des initiatives adaptées aux capacités techniques et économiques des acteurs locaux
15. Dépasser les campagnes ponctuelles pour aller vers un soutien à des dynamiques de mobilisation
16. Soutenir des initiatives qui visent l'autonomie paysanne et la souveraineté alimentaire à long terme plutôt que des résultats immédiats
17. Soutenir des acteurs et des dynamiques plutôt que des projets; laisser aux partenaires du Sud une autonomie pour adapter leurs actions aux réalités du terrain (p.ex. fonds souples)
18. Prévoir des modes de financement plus souples et donnant davantage d'autonomie aux acteurs du Sud
19. Sensibiliser les experts du Federeso à ces thématiques

Catégorie	Recommandations	Grille de lectures			
		Appliqué	A mettre en œuvre	Défis	commentaires
Etat des lieux	1. Identifier, valoriser et diffuser les savoirs paysans	PSA, BEDE, PSM, HELVETAS, E-CHANGER, CHRYZALID, PPP	MEB, AYNI, NORLHA		MIEUX RESEAUTER
Information, formation et sensibilisation	2. Renforcer les capacités des populations rurales	BEDE, TFH, OADEL, MEB, GBD, PSM, PPP, HELVETAS, TERRESPOIR	AYNI		
	3. Relayer les informations thématiques du terrain (foncier, semences, etc.)	BEDE, PSA, HELVETAS, MEB, PSM, TERRESPOIR, PPP	AYNI, TERRESPOIR		
Appui à l'organisation	4. Renforcer la démocratie interne dans les OP	BEDE, AYNI, MEB, LSAV, NORLHA, HELVETAS	NORLHA	PPP, HELVETAS	
	5. Soutenir les faitières par des fonds de plaidoyer et de mobilisation	BEDE, HELVETAS, PPP			
Action	6. Créer et soutenir des espaces de débat et de mobilisation incluant OP et mouvements sociaux	BEDE, OADEL, MEB, TFH, AYNI, PPP, E-CHANGER	E-CHANGER, AYNI, PSM	E-CHANGER	
Plaidoyer	7. S'associer, au Nord, aux actions de plaidoyer	OADEL, BEDE, MEB, TFH, AYNI, PPP, E-CHANGER	PSA, AYNI	TERRESPOIR	
	8. Renforcer la place des paysans dans la société	BEDE, PSM, CHRYZALID, PPP	MEB, AYNI, HELVETAS		
	9. S'engager pour une modernisation de l'agriculture familiale qui allie savoirs endogènes et techniques agroécologiques	BEDE, TFH, OADEL, AYNI, GDB, HELVETAS, E-CHANGER	MEB, PPP, LSAV, AYNI, PSM		
	10. Mener / soutenir un plaidoyer pour une réforme foncière qui...	BEDE- CGLTECH, HELVETAS, PPP	E-CHANGER, AYNI, TERRESPOIR		
	11. Mener et soutenir des campagnes en faveur d'un renforcement d l'agriculture (péri)urbaine		E-CHANGER, PPP, TERRESPOIR		
	12. Défendre les intérêts et le pouvoir de décision des petits paysans dans les coopératives	BEDE-COFERSA, TERRESPOIR, HELVETAS, NORLHA	PSM	PPP	
	Principes généraux	13. S'engager de manière visible pour le droit à la terre des petits paysans et des peuples autochtones	PPP, HELVETAS, E-CHANGER	E-CHANGER, AYNI, TERRESPOIR	
14. Soutenir des initiatives adaptées aux capacités techniques et économiques des acteurs locaux		OADEL, AYNI, BEDE, TFH, MEB, GDB, NORLHA, HELVETAS, PPP, TERRESPOIR			
15. Dépasser les campagnes ponctuelles pour aller vers un soutien à des dynamiques de mobilisation		BEDE, PPP, PSM, HELVETAS	E-CHANGER, PSA, TERRESPOIR		
16. Soutenir des initiatives qui visent l'autonomie paysanne et la souveraineté alimentaire à long terme plutôt que des résultats immédiats		OADEL, BEDE, MEB, PSM, GDB, LSAV, HELVETAS, E-CHANGER	PSM, NORLHA	PPP	
17. Soutenir des acteurs et des dynamiques plutôt que des projets; laisser aux partenaires du Sud une autonomie pour adapter leurs actions aux réalités du terrain (p.ex. fonds souples)		BEDE, MEB, LSAV, PPP, E-CHANGER		HELVETAS	
18. Prévoir des modes de financement plus souples et donnant davantage d'autonomie aux acteurs du Sud		BEDE, PPP	PSA, TERRESPOIR	CHRYZALID	
19. Sensibiliser les experts du Federeso à ces thématiques		PSA	TERRESPOIR		

Advocacy



informed by local evidence and coherent organisational position:

MILESTONES

- 1)** Over the period 2017-2020, HELVETAS actively influences relevant development policy debates in Switzerland by means of targeted and informed advocacy, be it through Alliance Sud, other civil society alliances, or on its own.
- 2)** By 2020, 25 strategic partners have been supported in their advocacy efforts on specific issues of concern.
- 3)** By 2020, HELVETAS has further strengthened its influence on relevant policy debates at global level, with a particular focus on relevant SDGs in the realm of climate change, development effectiveness, and water and sanitation.